Airbnb continue de tirer profit des colonies israéliennes illégales

11 décembre 2020

L’entreprise californienne de location en ligne de logements propose environ 200 logements dans les colonies israéliennes illégales. Cela ne l’a pas empêchée de faire son entrée en bourse.

Airbnb s’apprête à faire son entrée en bourse avec une offre publique initiale de plusieurs milliards de dollars américains. Il y a deux ans, Airbnb avait déclaré que les annonces pour des logements dans les colonies seraient retirées, mais l’entreprise avait finalement fait volte-face.

Ces colonies constituent des crimes de guerre au regard du droit international. Airbnb continue de tirer profit de colonies illégales, construites sur des terres volées aux Palestiniens, au lieu de prendre une juste

décision pour ses futurs investisseurs.

Lire aussi : La volte-face d'Airbnb

MANQUE DE TRANSPARENCE SUR LES DOCUMENTS D'ENTRÉE EN BOURSE

Plus tôt cette année, Airbnb est apparue sur la liste d'une base de données des Nations unies regroupant plus de 100 entreprises du monde entier qui, par leurs activités commerciales, sont liées aux colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés.

Pourtant, la déclaration d'enregistrement qu'Airbnb a déposée auprès de l'autorité américaine de contrôle des marchés, en amont de l'entrée en bourse, **ne mentionne aucune opération commerciale dans les colonies israéliennes**. Elle ne mentionne pas non plus que l'entreprise apparaît dans cette base de données de l'ONU. Ces informations sont absentes de la section « Facteurs de risques » des documents, qui informe les actionnaires des risques en matière juridique et en matière de réputation, entre autres, auxquels l'entreprise pourrait être exposée.

Les actions d'Airbnb seront vraisemblablement achetées par des fonds d'investissement et des fonds de pension du monde entier. Cela implique que **de nombreuses personnes pourraient indirectement détenir des parts d'Airbnb sans comprendre pleinement ce que cela implique**.

Les principales banques mandatées par Airbnb pour son entrée en bourse, notamment Goldman Sachs, Barclays Capital et Morgan Stanley, ont également la responsabilité de veiller à ce que ces informations fournies aux investisseurs soient exactes.

Comprendre : Les conséquences de l'occupation israélienne en Cisjordanie

LA VOLTE-FACE HONTEUSE D'AIRBNB

Bien qu'Airbnb affirme faire don des bénéfices générés par ces annonces, le fait de continuer de les afficher permet de soutenir une plus vaste industrie touristique et de lui permettre de **prospérer aux dépens des droits et des moyens de subsistance des Palestiniens**.

En janvier 2019, nous avons publié un rapport qui démontre qu'Airbnb, TripAdvisor, Expedia et Booking.com alimentaient les atteintes aux droits humains systématiques contre les Palestiniens en publiant des annonces pour des centaines de chambres et d'activités dans les colonies israéliennes sur des terres palestiniennes occupées, notamment Jérusalem-Est.

Lire aussi : TripAdvisor doit se retirer des colonies israéliennes illégales

L'année précédente, Airbnb avait annoncé que l'entreprise allait retirer **les annonces pour 200 logements en location dans les colonies israéliennes** de Cisjordanie, à l'exception de celles à Jérusalem-Est, qui sont « au cœur du conflit entre Israéliens et Palestiniens ». L'entreprise avait déclaré que l'un des principes qu'elle avait appliqués pour prendre cette décision était d'« évaluer si l'existence de ces annonces contribuait aux souffrances humaines ».

Cependant, en avril 2019, **Airbnb est revenue sur cette décision après plusieurs actions en justice**, et a déclaré que l'entreprise permettrait la publication des annonces mais ne « tirerait pas profit de cette activité dans cette région ».

CRAINTES D’UNE EXPANSION DES COLONIES

On craint maintenant que les colonies israéliennes sur les terres palestiniennes se développent encore davantage, des milliers de nouveaux logements ayant été annoncés en 2020. Cette augmentation de la construction des colonies est considérée comme le reflet du vaste **soutien politique que les autorités israéliennes ont reçu sous la présidence de Donald Trump**.

En novembre, Mike Pompeo s’est rendu dans un vignoble de la colonie israélienne de Psagot. C’était la première fois qu’un secrétaire d’État américain en fonction se rendait dans une colonie israélienne. Cette visite fait suite à son annonce de novembre 2019 **déclarant que les États-Unis ne considéraient plus les colonies israéliennes comme illégales au regard du droit international**.

Les propositions d’expansion interviennent après plus de **50 années d’occupation militaire israélienne** dans les TPO, pendant lesquelles plus de **50 000 logements et structures palestiniens ont été détruits**. Des dizaines de milliers de Palestiniens ont été expulsés de force.

À leur place, plus de 600 000 Israéliens ont été autorisés à s’installer dans environ 250 colonies construites principalement dans ce but, dont plusieurs sont desservies par des routes réservées aux colons et gardées par des postes de contrôle militaires. Environ 1 000 kilomètres carrés de terres palestiniennes ont été expropriés par des colons israéliens ces 50 dernières années.

Cela a eu **des conséquences dévastatrices sur les droits des Palestiniens** à un niveau de vie suffisant, au travail, au logement, à la santé et à l’éducation et grippe progressivement l’économie palestinienne.

Lire aussi : Sur le site d’Amnesty International

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > Agir > Campagnes > Made in illegality - Stop aux relations économiques de la France avec les colonies israéliennes >

- Adresse de cet article : http://www.plateforme-palestine.org/Airbnb-continue-de-tirer-profit-des-colonies-israeliennes-illegales